

The New York Times

17 Avril 2005

OP-ED CONTRIBUTOR

Le Karma des Champs de la Mort

Par SICHAN SIV

Le 17 avril 1975, à 7 heures du matin, jeune employé de l'organisation CARE à Phnom Penh, je me rendais en voiture à mon bureau, avenue de France. Je vis soudain une bande de zombies habillés tout en noir et portant des armes lourdes qui marchaient vers le centre-ville et donc dans ma direction. Je fis rapidement demi-tour et allai à l'hôtel Le Royal qui était devenu une zone neutre de la Croix Rouge. Un ami docteur me montra d'un geste la porte de côté en face de la Bibliothèque Nationale. Il m'attendait à l'intérieur tandis que j'escaladais la grille. Il avait installé avec ses confrères une salle d'urgence pour les blessés dans l'un des bungalows. Ils me demandèrent de faire l'interprète.

Je passai donc toute la journée avec le personnel médical, ne sortant que pour prendre un peu l'air, et je vis que les Khmers rouges étaient bien accueillis par les habitants de Phnom-Penh. Nous pensions tous: "La guerre est finie, nous allons maintenant avoir la paix! Tous les Cambodgiens vont pouvoir travailler ensemble à reconstruire le pays." Mais l'euphorie fut de courte durée. Les Khmers rouges ordonnèrent immédiatement de vider toute la ville en disant que les Etats-Unis allaient la bombarder.

Les infirmières de la Croix Rouge me dirent qu'elles allaient se réfugier à l'Ambassade de France. Je retrouvai mon frère, à qui j'avais demandé auparavant d'aller se mettre à l'abri dans l'hôtel. Nous allâmes en voiture à l'Ambassade mais ne fûmes pas autorisés à entrer dans l'enceinte. J'enlevai mon maillot de corps blanc et l'attachai à l'antenne de la voiture en signe de paix. Il nous fallut passer par plusieurs barricades avant d'atteindre la maison de notre soeur aînée. Tout le monde faisait ses paquets et se préparait à partir.

**Le périple d'un survivant
du Cambodge jusqu'à la Maison Blanche**

J'avais eu l'occasion de quitter le Cambodge cinq jours auparavant, le 12 avril, lorsque l'ambassade des Etats Unis était en pleine évacuation. On m'avait dit d'être à l'ambassade dans l'heure suivante mais je ne cessais de penser aux 3000 familles de réfugiés à Kampong Speu, à 45 km au sud-ouest. Ce matin-là, je devais rencontrer le gouverneur pour organiser le transport par avion des vivres et des fournitures médicales qui leur étaient destinés. Je pensais que cette réunion sauverait la vie de tous ces gens qui étaient malades et souffraient de la faim. Lorsque j'arrivai plus tard à l'ambassade, j'appris que le dernier hélicoptère avait décollé 30 minutes plus tôt.

Notre famille partit dans la soirée du 17 avril, la nuit la plus sombre de notre vie, en n'évacuant que ce que nous pouvions porter. Trois millions de personnes essayaient de partir au même moment. De nombreuses étaient mortes le long des routes qui ne menaient nulle part, terrassées par l'effort, la fatigue et les exécutions sommaires. Nous vîmes des corps en décomposition, les bras liés derrière le dos, et une femme dont l'enfant était encore au sein.

Ma mère, Bouddhiste fervente, murmurait que notre mauvais karma était peut-être la cause de tous ces maux: "Nous avons dû accomplir de mauvaises actions durant notre vie antérieure pour avoir à subir maintenant de telles souffrances." Je répondis que ce n'était pas possible puisque le pays tout entier se couvrait de larmes et de sang et devenait un enfer sur terre.

Il nous fallut 10 jours pour atteindre Tonlé Bati, le village natal de mon père, habituellement à une heure de voiture. On nous mit immédiatement au travail forcé. Je décidai de m'enfuir dès que je me rendis compte qu'en tant qu'employé d'une organisation américaine, je mettais en danger tous ceux qui étaient avec moi. Ayant reçu la bénédiction de ma mère, je partis à vélo et mis trois semaines pour franchir en zigzag les 800 km qui séparaient la région appelée le Bec de Canard, au Sud-Est du Cambodge, et le Nord-Ouest du pays.

Muni de faux papiers j'atteignis Sisophon, où les routes nationales 5 et 6 se rejoignent en direction de la Thaïlande. Je fus arrêté et incorporé à une unité de travail Khmère rouge. J'avais déjà abandonné mes lunettes, signe d'éducation qui menait automatiquement à l'élimination physique. J'avais aussi changé d'identité et mon mantra était "Je ne vois rien, je n'entends rien, je ne sais rien." Chaque nuit, après 18 heures de travail forcé, je priais pour que le sort me soit favorable et me rende la liberté.

Le 13 février 1976, je sautai en marche d'un camion transportant des troncs d'arbre près du temple fameux de Banteay Chhmar, du 12ème siècle. Je marchai trois jours à travers la jungle pleine de mines et de patrouilles, sans rien à manger ni boire. Je heurtai un piège qui m'infligea une blessure profonde. En Thaïlande, je fus emprisonné pour entrée illégale et fus par la suite transféré dans un camp où j'enseignai l'anglais aux autres réfugiés.

Le 4 juin 1976, j'arrivai à Wallingford, dans le Connecticut, chez la famille qui était mon garant. J'avais deux dollars en poche, mais j'étais plein d'espoir et impatient de commencer ma vie d'homme libre. Au Connecticut, je ramassai des pommes, fis la plonge et la cuisine dans des restaurants; à New York, je fus chauffeur de taxi. J'exerçai toutes sortes de métiers, pour me porter finalement volontaire dans la campagne présidentielle de George Bush en 1988, qui me nomma par la suite l'un de ses adjoints à la Maison blanche, exactement 13 ans après le début de ma fuite vers la liberté.

J'appris plus tard que ma mère ainsi que ma soeur aînée, mon frère et leur familles avaient été tués à coups de bâton par les Khmers rouges. Des 16 personnes qui avaient quitté Phnom Penh avec moi le 17 avril 1975, j'étais le seul survivant. En ce 30ème anniversaire des champs de la mort, j'espère que nous nous souviendrons de cette tragédie et exprimerons le voeu que de telles atrocités ne se reproduisent jamais plus. Voyant toutefois que le monde n'a pas réussi à agir de concert au Rwanda, en Bosnie et au Darfour, je me demande si cela veut dire quelque chose.

Sichan Sin est ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU.